

- Art. 5.** Le médiateur est totalement indépendant dans l'exercice de sa fonction.
- Art. 6.** Le médiateur est lié par le secret professionnel. Il observe une stricte neutralité.
- Art. 7.** En cas de refus explicite d'autoriser la consultation d'un document administratif ou à défaut d'une décision dans le délai imparti, le médiateur examine, conformément à l'article 12 du décret, la demande écrite du requérant et prend une décision motivée dans les soixante jours de la réception de la demande.
- Art. 8.** Le médiateur des services de l'Exécutif flamand renvoie le requérant, qui demande des informations ou des précisions, au service compétent.
- Art. 9.** Le médiateur examine si les plaintes concernant le fonctionnement des services ou établissements, sont fondées. Il intercéde auprès de l'administration concernée.
- Art. 10.** Le médiateur des services de l'Exécutif flamand enregistre et analyse rigoureusement les demandes et les suggestions. Il formule des propositions visant à améliorer le service offert à la population.
- Art. 11.** Les attributions telles que définies dans les articles 8, 9 et 10 ne sont pas exercées par le médiateur d'un établissement.
- Art. 12.** L'Exécutif flamand, pour ses services, et le Ministre flamand, pour les établissements qui sont placés sous son autorité, respectivement l'organe de gestion pour les établissements placés sous le contrôle de l'Exécutif flamand, désignent parmi le personnel un médiateur suppléant qui reprend les fonctions du titulaire, lorsque celui-ci est temporairement absent. Le médiateur suppléant a les mêmes droits et devoirs que le titulaire.
- Le médiateur suppléant ne peut exercer d'autres fonctions, mandats ou missions que ceux qui sont autorisés lors de sa désignation.
- Art. 13. § 1er.** Le personnel mis à la disposition du médiateur a les mêmes devoirs que le médiateur, tels que définis à l'article 6.
- Le personnel que celui-ci a mandaté à, dans l'exercice de ses fonctions, les mêmes droits que le médiateur.
- § 2. Le médiateur des services de l'Exécutif flamand est le chef de service du service de médiation.
- Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
- Art. 15.** Les membres de l'Exécutif flamand sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 décembre 1992.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,
Le ministre flamand de l'Economie, des PME,
de la Politique scientifique, de l'Energie et des Relations extérieures,

L. VAN DEN BRANDE

Le ministre-vice-président du Gouvernement flamand,
le ministre flamand de l'Environnement et du Logement,

N. DE BATSELIER

Le ministre flamand des Travaux publics,
de l'Aménagement du Territoire et des Affaires intérieures,

Th. KELCHTERMANS

Le ministre flamand de la Culture et des Affaires bruxelloises,
H. WECKX

Le ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le ministre flamand des Communications,
du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles,

J. SAUWENS

Le ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales,
Mme L. DETIEGE

Le ministre flamand des Finances et du Budget,
des Etablissements de Santé, de l'Aide sociale et de la Famille,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 92 — 3052

1^{er} OCTOBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant pour les Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — l'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois des 8 août 1988 et 16 janvier 1989, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 65;

Vu les règles statutaires applicables au personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, notamment :

— l'arrêté royal du 20 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux ultérieurs et en vigueur le 24 décembre 1991;

— l'arrêté royal du 28 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées aux personnels des ministères, modifié par les arrêtés royaux ultérieurs et en vigueur le 24 décembre 1991;

— l'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène, modifié par les arrêtés royaux ultérieurs et en vigueur le 24 décembre 1991;

— l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant le statut pécuniaire du personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux ultérieurs et en vigueur le 24 décembre 1991;

— l'arrêté royal du 29 juin 1973 fixant les échelles de traitement des grades communs à plusieurs ministères, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux ultérieurs et en vigueur le 24 décembre 1991;

Vu le protocole d'accord n° 82 du 4 août 1992 du Comité de négociation du Secteur XVII;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant le budget et la fonction publique dans ses attributions, donné le 1^{er} octobre 1992;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} juin 1992;

Considérant que les mesures de revalorisation spécifique contenues dans le protocole d'accord du 22 novembre 1991 conclu entre le Ministre de la Santé publique et de l'Environnement et les organisations syndicales représentatives des Institutions publiques de soins doivent trouver à s'appliquer aux échéances convenues au personnel des hôpitaux psychiatriques de Mons et de Tournai;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1^{er}, telles que modifiées;

Vu l'urgence spécialement motivée par l'obligation de fixer sans délai les dispositions réglementaires permettant l'attribution au personnel des hôpitaux psychiatriques de Mons et de Tournai d'un avantage effectivement attribué depuis plus d'un an au personnel des autres institutions hospitalières;

Sur la proposition du Ministre-Président compétent en matière de fonction publique et de budget;

Vu la délibération de l'Exécutif du 21 septembre 1992,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour les Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales, les dispositions de l'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène sont modifiées comme suit :

L'article 26, alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Article 26. Le complément de traitement est déterminé par le Ministre-Président. Il ne peut excéder annuellement 11 % du traitement de l'agent intéressé. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 1991.

Art. 3. Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} octobre 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 92 — 3052

1 OKTOBER 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende wijziging voor de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — van het koninklijk besluit van 19 september 1967 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van sommige ambtenaren in de rijksbesturen, die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 januari 1989, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieve en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 65;

Gelet op de statutaire regels die van toepassing zijn op het personeel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op :

— het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de latere koninklijke besluiten en van kracht op 24 december 1991;

— het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries, gewijzigd bij de latere koninklijke besluiten en van kracht op 24 december 1991;

— het koninklijk besluit van 19 september 1967 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van sommige ambtenaren in de rijksbesturen, die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne, gewijzigd bij de latere koninklijke besluiten en van kracht op 24 december 1991;

— het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, gewijzigd bij de latere koninklijke besluiten en van kracht op 24 december 1991;

— het koninklijk besluit van 29 juni 1973 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene ministeries gemene graden, zoals gewijzigd bij de latere koninklijke besluiten en van kracht op 24 december 1991;

Gelet op het protocol-akkoord nr. 82 van 4 augustus 1992 van het Overlegcomité van Sector XVII;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter, tot wiens bevoegdheden de begroting en het openbaar ambt behoren, gegeven op 1 oktober 1992;

Overwegende dat de maatregelen van de specifieke herwaardering vervat in het protocol-akkoord van 22 november 1991 gesloten tussen de Minister van Volksgezondheid en Leefmilieu en de representatieve vakbonden van de Openbare Instellingen voor verzorging op de overeengekomen vervaltermijnen op het personeel van de psychiatrische ziekenhuizen van Bergen en Doornik moeten worden toegepast;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals gewijzigd;

Overwegende dat er een bijzonder dringende noodzakelijkheid bestaat omdat de reglementaire bepalingen met betrekking tot de toekenning aan het personeel van de psychiatrische ziekenhuizen van Bergen en Doornik van een voordeel dat al sedert meer dan een jaar werkelijk toegekend wordt aan het personeel van de andere ziekenhuizen, onverwijld dienen te worden vastgelegd;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, bevoegd inzake openbaar ambt en begroting;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 21 september 1992 genomen beslissing,

Besluit:

Artikel 1. Voor de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, worden de bepalingen van het koninklijk besluit van 19 september 1967 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van sommige ambtenaren in de rijksbesturen, die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne, als volgt gewijzigd :

Artikel 26, lid 1, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 26. De aanvullingswedde wordt vastgelegd door de Minister-Voorzitter. Zij kan jaarlijks niet meer dan 11 % van de wedde van het betrokken personeelslid bedragen. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1991.

Art. 3. De Minister-Voorzitter is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 oktober 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

B. ANSELME

F. 92 — 3053

1^{er} OCTOBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — modifiant l'arrêté ministériel du 24 septembre 1974 accordant un complément de 10 % du traitement aux titulaires de certains grades aux établissements de l'Etat pour malades mentaux pris par le Ministère de la Santé publique et de la Famille

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois des 8 août 1988 et 16 janvier 1989, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 65;

Vu les règles statutaires applicables au personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, notamment :

— l'arrêté royal du 20 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux ultérieurs et en vigueur le 24 décembre 1991;

— l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées aux personnels des ministères, modifié par les arrêtés royaux ultérieurs et en vigueur le 24 décembre 1991;

— l'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène, tel que modifiés par les arrêtés royaux ultérieurs ainsi que par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française, Ministère de la Culture et des Affaires sociales du 1^{er} octobre 1992, notamment les articles 25 et 26;